

## DÉBAT DES INTERVENANTS

### **Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC**

Madame la ministre, je voudrais parler des alliances. Je pense que cette idée d'alliance est très importante. Dans votre cas, comment choisissez-vous vos alliances ? Comment choisissez-vous vos partenaires ?

### **Sarah Al Amiri, ministre d'État aux Technologies avancées, présidente de l'Agence spatiale des Émirats arabes unis**

C'est très simple : en nous appuyant sur les objectifs du programme en cours, sur ce que le partenaire apporte et sur ce que nous apportons. Beaucoup de nos partenariats en matière de développement ont été fondés sur le développement mutuel de chaque partie et nous avons travaillé dur pour intégrer nos équipes aux équipes des entités avec lesquelles nous collaborions. Tout était fondé sur l'objectif.

### **Thierry de Montbrial**

Si je peux me permettre, c'est une réponse technique mais ce problème est fondamentalement politique. C'est pourquoi je vais répéter ma question et demander, au-delà des considérations économiques et technologiques, quelles sont les aspects politiques de vos choix principaux ?

### **Sarah Al Amiri**

Comme je l'ai mentionné précédemment, l'accès à l'espace est très important pour assurer la durabilité de l'espace et cela se joue en général dans les forums de politique mondiale. Les conversations concernant la durabilité de l'espace, notre utilisation de l'espace, la gestion des débris spatiaux, se déroulent entre les nations. La deuxième question est de savoir comment accéder à l'espace pour différentes nations le souhaitent pour différentes raisons. Vous avez mentionné l'observation terrestre et c'est très important pour nous tous, cela affecte la vie de chaque personne, que nous en ayons conscience ou pas. Par conséquent, s'assurer que les nations aient accès à l'espace, ce qui ne signifie pas pour autant avoir accès à l'envoi de missions dans l'espace, implique l'accès aux données, c'est ce dont nous discutons sur le front international. Ce sont là les différents aspects qui entrent en considération quand on parle de partenariats internationaux.

Du point de vue politique, c'est très important, et cette conversation va devenir encore plus importante dans la décennie à venir et je pense que de nouvelles alliances vont se former sur la base de la méthodologie que nous pensons être la bonne concernant l'accès à l'espace.

**Thierry de Montbrial**

Avant que j'ouvre la discussion, aviez-vous quelque chose à dire sur cette question ?

**Philippe Baptiste, président-directeur général du Centre national d'études spatiales (CNES)**

Je voulais juste mentionner que nous avons une alliance forte de gouvernance sur la politique spatiale avec beaucoup d'activités conjointes entre les Émirats arabes unis et la France. Les personnels de Toulouse font beaucoup d'allers-retours.

**Thierry de Montbrial**

Merci beaucoup. Avant d'ouvrir la discussion aux invités, j'aimerais regarder vers le futur, disons sur les 20 prochaines années à peu près. Je ne pense pas que quiconque sache si une mission humaine sur Mars pourra réussir, pour des raisons humaines plutôt que technologiques, mais on peut rêver. Puisque vous êtes très jeune, Madame la ministre, peut-être serez-vous candidate à une visite sur Mars et j'espère que vous en reviendriez en bonne condition physique. C'est la grande question, mais il y en a une autre qui est plus politique et moins romantique sur les perspectives à long terme. Si une rivalité se développe entre la Chine et les États-Unis dans les 20 prochaines années et au-delà, ce qui est très probable, il y a une possibilité, au moins théorique, de deux cyberspaces déconnectés, un dominé par les États-Unis et l'autre par la Chine. Ce n'est pas le cas pour l'instant mais sur la période concernée, cette éventualité est plus probable qu'une mission humaine sur Mars. Pensez-vous que c'est une question légitime ? D'un point de vue politique ou même d'un point de vue technologique, est-il possible d'avoir deux cyberspaces complètement déconnectés et quelles en seraient les conséquences pour le reste d'entre nous ? Peut-être, pour le dire un peu autrement, y-a-t-il une place pour un troisième choix ? Nous avons discuté de ce sujet de diverses façons dans divers domaines. Y-a-t-il de la place pour d'autres afin de ne pas avoir à choisir uniquement entre ces deux puissances ?

**Sarah Al Amiri**

Je vais revenir à votre question précédente. Je pense que le raisonnement que vous avez exposé est une source d'inquiétude pour de nombreux pays du monde. La question de l'accès à l'espace peut amener à proposer une troisième option tout aussi sérieuse. Vous avez parlé de la relation entre les EAU et la France et une grande partie de cette relation se fonde sur une entente commune sur l'utilisation de l'espace. Si nous continuons ce genre de collaborations entre les nations et continuons de nous assurer que les nouveaux entrants dans le domaine spatial sont véritablement capables de le faire et ne sont pas contraints par des exigences technologiques sous couvert de la durabilité de l'espace ou d'obstacles en matière d'accès aux sites de lancement ou aux différents orbites spatiaux, si la conversation est maintenue sur l'assurance d'un accès à l'espace, alors nous aurons une troisième option permettant une préservation de la collaboration spatiale.

L'autre aspect qui nous permet d'être plus raisonnable s'explique par l'entrée du secteur privé. Je note votre argument selon lequel cette entrée est soutenue par les pouvoirs publics, soit en créant la demande, soit en offrant des subventions ou contrats, mais si vous augmentez la demande spatiale issue d'autres secteurs, vous permettez à une portion du



secteur spatial de croître et de développer des relations entre entreprises. Alors il ne s'agit plus d'une relation entreprises-pouvoirs publics, et cela augmente le nombre d'acteurs qui entrent dans le secteur spatial. En augmentant le nombre d'acteurs entrant le secteur spatial, vous augmentez par défaut les relations entre entreprises, et les relations entre les pouvoirs publics et les entreprises d'autres pays etc. Vous augmentez le nombre d'acteurs, donc vous éliminez la dominance. Vous créez des collaborations, la coopération et la concurrence saine deviennent la norme du jeu spatial, comme vous l'avez bien décrit pour l'Europe aujourd'hui. Voilà comment vous pouvez avancer vers la troisième option, que je pense être l'option bénéfique pour tous les acteurs de secteur à l'heure actuelle.

### **Thierry de Montbrial**

Merci beaucoup pour cette réponse très développée. Philippe ?

### **Philippe Baptiste**

Pour répondre à votre question concernant un cyberspace dominé par les États-Unis d'un côté et par la Chine de l'autre, la réponse est oui. La présence de l'Europe est très importante car cruciale pour notre autonomie et notre activité. Je pense à la constellation de satellites en orbite terrestre basse qui est très importante car elle est un composant clé du futur des télécommunications. Elle sera un moyen simple de fournir un accès à Internet partout dans le monde en temps réel avec un délai de réponse très court. Ce projet est vraiment une pierre angulaire de la politique spatiale européenne et quelque chose que la Commission européenne soutient vigoureusement. Bien sûr, il y a la constellation d'Elon Musk, Starlink, qui est déjà là, mais il y a aussi OneWeb, qui est une constellation européenne et britannique, ainsi que d'autres acteurs. Je suis assez convaincu que bientôt nous aurons une grande constellation européenne pour Internet.